



## PRISE DE PAROLE CGT CH SAINT-NAZAIRE MANIFESTATION DU 15 JUIN 2013

La reconstruction de notre hôpital était devenue une nécessité. Mais certainement pas comme ça !

En effet, nous avons emménagé depuis l'été 2012 dans la Cité Sanitaire. Joli terme pour cacher une restructuration cautionnée par l'ARS, les élus PS au Conseil d'Administration et la CFDT !

La Cité Sanitaire présente la particularité d'être un double partenariat public-privé :

- partenariat entre le Centre Hospitalier de Saint-Nazaire et la Clinique mutualiste de l'Estuaire basé sur le partage des activités :

. La Clinique a toutes les activités les plus rentables (oncologie + radiothérapie, chirurgie viscérale, urologique et baratrique, soins de suite et de réadaptation). De plus, elle a installé la radiologie privée à but lucratif dans ses murs !

. Le CH a gardé tout ce qui coûte ! Les spécialités médicales, la pédiatrie, la néonatalogie, la maternité, la réanimation et les urgences, la gériatrie, la psychiatrie et les EPHAD.

. et pour certaines activités comme le bloc opératoire, la chirurgie ambulatoire, la pharmacie...l'arrivée de la loi HPST a permis de créer des Groupements de Coopération Sanitaire vaste usines à gaz.

Les usagers n'ont plus le choix entre l'hôpital public ou la Clinique mutualiste.

- bail emphytéotique hospitalier avec Eiffage : loyer et frais de maintenance à payer pendant 35 ans.

La construction a coûté 280 millions

Le remboursement leur fera gagner 590 millions minimum !

C'était soi-disant la seule solution envisageable !

Travaillons-nous toujours pour l'hôpital public ou pour les actionnaires d'Eiffage !

Depuis 2011, la CGT se bat pour dénoncer la catastrophe annoncée.

Le nombre de lits a été augmenté (+75) mais pas les effectifs soignants !

Nombreuses actions et manifestations avant l'ouverture...

La direction et l'ARS nous répondait "C'est un beau projet"

Le bâtiment présentait de multiples malfaçons... Pas grand chose ne fonctionnait...Les personnels, comme les usagers ont essuyé les plâtres !

Dès novembre 2012, les personnels étaient déjà épuisés.

"C'est à cause du déménagement, les organisations de travail ne sont pas encore calées ! » nous répondait la Direction et l'ARS.

Fin 2012, le bilan financier s'annonçait catastrophique : L'ARS et le ministère ont allouées des aides supplémentaires pour sauver le navire !

En janvier, les personnels ont dit STOP !...Première manif avec plus de 150 personnes, préavis de grève, annulation de la cérémonie des vœux... Ouverture de négociations avec la Direction avec un calendrier sur 5 mois pour... pas grand-chose ! Juste un protocole de résorption de l'emploi précaire avec stagiairisation de 106 contractuels sur 2 ans (ils ont déjà + de 2 ans 1/2 d'ancienneté !) Aucun effectif supplémentaire, sauf aux urgences mais en gelant 2-3 postes de kinés au passage ! Un hiver marqué par une suroccupation quasi-permanente aux urgences et dans tous les services (même des patients de gériatrie en maternité !).

On manque déjà qu'au moins 15 lits de médecine ; un service de radiologie surbooké. Les usagers prennent rdv dans le privé ! Des arrêts de travail en croissance exponentielle pour épuisement physique et psychologique ; des remplacements à 75 % pour faire des économies ; l'annonce d'une situation financière très difficile (déficit cumulé de 5,8 millions, activité insuffisante surtout en ORL, ophtalmo, tarifs T2A en baisse, frais d'investissements sous-estimés, loyer en hausse à 12,5 millions ...)

Cela a remis le feu aux poudres.

Nouvelle manif intersyndicale le mardi 4 juin dernier. Nous étions plus de 500 et au moins 150 personnes assignées à dénoncer cette situation inacceptable !

Les personnels du Centre Hospitalier de Saint-Nazaire ne veulent plus s'user physiquement et psychologiquement ... juste pour payer Eiffage

Ils veulent

- des effectifs supplémentaires à hauteur d'au moins 45 postes à la Cité et au moins 20 postes dans les EPHAD
- des remplacements à hauteur des besoins pour pouvoir enfin travailler dans des conditions décentes et assurer des soins de qualité...

et ils le veulent maintenant !

Le gouvernement actuel doit tenir ses engagements de réel changement, en stoppant ce bail emphytéotique avec Eiffage, ainsi que la tarification à l'activité qui asphyxie les hôpitaux publics !

Nous allons continuer à lutter localement (rencontre avec le nouveau directeur la semaine prochaine, nouvelle AG, action au CA ?) et avec la Fédération auprès du Ministère pour GAGNER !